

1

Radicalité des sciences sociales africanistes et réinvention du futur de l'Afrique face aux défis du XXI^e siècle : les enjeux d'un débat

Amadou Sarr Diop

Introduction

Les productions intellectuelles relevant du domaine des sciences sociales ne sont pas neutres vis-à-vis des transformations profondes qui travaillent les sociétés vivantes et des projets qui mobilisent les acteurs collectifs et individuels. Transposé dans le contexte de l'africanisme, ce postulat épistémologique renseigne sur l'ampleur des responsabilités qui incombent aux chercheurs africains dans leur effort pour se doter des instruments d'analyse adéquats susceptibles de rendre compte des recompositions qui se sont opérées dans nos sociétés post-coloniales et de baliser les chemins de la re-génération pour le continent africain dans un contexte de dévoilement historique et de ruptures profondes auxquelles sont confrontées, du fait des crises systémiques et des changements rapides de la mondialisation, les sociétés humaines.

L'objet de notre propos s'inscrit dans cette perspective de redimensionnement des sciences sociales africaines pour leur faire assumer leur partition dans l'analyse des mutations dans lesquelles nos sociétés sont engagées et, surtout, d'exiger d'elles des recherches destinées à mettre en œuvre des stratégies de rupture pour engager le continent noir dans la voie du progrès et de l'affirmation de soi. La démarche que nous adoptons se fonde sur le postulat que les sciences sociales africaines ne doivent pas s'enfermer dans une neutralité figée, dans un théoricisme n'ayant aucun éclairage sur la praxis. Dans la perspective de libérer la créativité scientifique à laquelle s'inscrit cette nouvelle radicalité suggérée

par le sociologue Jean Marc Ela (1998), les recherches africanistes ne peuvent aucunement se limiter à la seule restitution du sens des crises et des conflits en Afrique. Elles devraient également éclairer sur les scénarios susceptibles de sortir l'Afrique du sous-développement, d'édifier sur un leadership africain pour faire de notre continent un sujet de l'histoire, un acteur majeur qui participe et impulse sa vision sur la marche du monde.

Dans une mondialisation qui s'organise en pans géopolitiques, en blocs identifiés par leurs espaces naturels, le continent africain doit trouver ses repères dont les sciences sociales ont l'obligation de déterminer les contours. Cette rupture de paradigme suppose une refondation de l'ordre épistémologique positiviste occidentaliste pour asseoir un espace épistémique africaniste investissant théoriquement la question de l'avenir de notre continent, de son développement économique et social et, surtout, de ses rapports avec le reste du monde marqués par une articulation du local et du global dominé par les règles du profit. Sous ce rapport, les sciences sociales africanistes ne doivent pas se placer en dehors du combat politique et économique que mènent les populations d'Afrique. Elles ont plus que jamais, dans le contexte de la globalisation, un rôle d'alerte et de suggestion pour éclairer les stratégies des acteurs africains, dans une mondialisation où les réseaux transnationaux se sont emparés des pouvoirs économiques. Face au délitement du système interétatique, face à une globalisation, synonyme de radicalisation aiguë du projet de sujétion de l'humanité entière à la raison calculatrice qui « se présente sous les dehors de l'inévitabilité » (Bourdieu 1998:35), l'heure n'est il pas, comme le suggère Jean-Marc Ela (1998), à la réhabilitation de la pluralité des formes de sociabilité, en vue de légitimer la recherche en sciences sociales ? Si l'échec des expériences du socialisme marxiste-léniniste a emporté le vaste projet utopique d'une humanité réconciliée avec elle, en dépit des diversités énormes, la fin de ce rêve, qui aura dominé le XXe siècle, ne signifie pas pour les chercheurs africains la renonciation au rôle assigné à « l'intellectuel organique » : celui d'un penseur investi de l'intelligence de la praxis, le refus d'une acception du monde.

Dans un contexte géostratégique complexe, l'expertise des sciences sociales s'avère donc nécessaire pour redonner espoir en Afrique, en renouant avec la tradition critique faite de radicalité. Telle est la mission qui présume le renouveau des sciences africaines à fournir une intelligence qui conjugue l'impératif d'une compréhension critique, de la situation de l'Afrique dans le monde et celui de la praxis par le balisage des voies et moyens pour la réinvention du futur de l'Afrique, face aux défis du XXIe siècle. Les lignes de ce texte s'inscrivent dans une matrice analytique qui conjugue ces deux impératifs : il se situe dans une exigence épistémologique praxique à laquelle devraient s'inscrire les projets de recherches des sciences sociales africanistes pour asseoir les stratégies efficaces devant les enjeux toniques de la globalisation.

Éléments d'une problématique

De l'ethnologie coloniale aux ruptures épistémologiques successives, le champ de l'africanisme a été le théâtre d'un vaste mouvement de théorisations aux postures hybrides. Mais, au-delà de la diversité des perspectives théoriques, la plupart des grilles d'approche sur l'Afrique et les Africains ont porté sur des logiques de réhabilitation et de revalorisation du monde noir longtemps considéré comme un espace a-historique. Historiquement, les sensibilités dominantes de la créativité intellectuelle ont été marquées par les débats sur l'identité de l'homme noir, sur l'autodétermination et la valorisation des humanités africaines. L'essentiel du corpus analytique, qui a structuré le champ de la pensée africaniste dans le domaine des sciences sociales, tire sa consistance du paradigme de la contestation et de l'affirmation de soi du fait que le discours de la dénonciation des formes de domination du continent africain continue de faire partie d'une rhétorique renouvelée et d'une thématique régulièrement revisitée par les intellectuels africains.

Même si les contacts de l'Afrique avec les civilisations conquérantes ont plus que jamais contribué au sous-développement et à la destruction des fondements sociologiques du continent noir, il est aujourd'hui urgent, pour les chercheurs africains, de revisiter, dans une optique critique et rupturaliste, les catégories traditionnelles pour décrypter, préparer et traduire les mutations en cours, en s'attaquant aux défis et enjeux auxquels le continent est confronté. Il est du ressort de ces chercheurs de redimensionner le discours africaniste, de suggérer un déplacement des problématiques, de manière à orienter le discours sur l'Afrique vers une mise en intelligibilité des mutations en cours dans le continent africain. A ce titre, il s'impose aux sciences sociales d'être au service du continent africain en participant à une mise en intelligibilité des situations, des crises et à contribuer à l'émergence de solutions alternatives face aux apories du développement qui se complexifient, de plus en plus, pour les sociétés africaines, par le fait de la globalisation. En portant en profondeur le débat sur le futur des sciences sociales et des humanités, il nous incombe, à nous, chercheurs africains, le devoir de ré-évaluer, de ré-interroger et de ré-analyser les travaux produits sur l'Afrique, aussi bien ceux de l'africanisme négro-africain que ceux de l'africanisme occidental, pour allier, dans l'énonciation du discours sur l'Afrique, les impératifs de connaissance et ceux de la praxis. Il s'agit de veiller à l'exigence du lien entre la mise en intelligibilité des mutations actuelles et les besoins de transformations positives des sociétés africains. Ce changement de posture constitue, à l'heure actuelle, une des exigences majeures pour fonder le discours positif des sciences sociales sur l'Afrique.

Le cadre dans lequel se situe notre propos s'inscrit dans une perspective déconstructiviste, porteuse d'actions critiques. Comme le résume Paolo Freire,

A chaque intellection correspond, tôt ou tard, une action. Une fois le défi perçu et compris par l'homme, celui-ci identifie les réponses possibles et agit. La nature de l'action correspond à celle de son analyse. La pensée critique induit une action critique ; la pensée magique une réponse magique (1982:28).

La thèse qui sous-tend notre réflexion se fonde sur l'exigence de radicalité dans les sciences sociales africanistes pour qu'elles contribuent, à leur manière, à la réinvention de l'avenir de l'Afrique, au regard des défis du siècle de la mondialisation. Face à la grille des urgences et des priorités du continent, et au regard des exigences d'une globalisation qui semble reléguer l'Afrique subsaharienne de sa dialectique en cours, il n'y a que l'impérativité des ruptures radicales qui s'impose aux sciences sociales. Il leur faut réorienter le discours sur l'Afrique, proposer des logiques alternatives en phase avec la nouvelle dialectique de la globalisation à laquelle l'Afrique est confrontée. Ce changement de perspective constitue, aujourd'hui, une des exigences majeures pour fonder un rapport positif entre le développement et l'Afrique. Il est question d'une « nouvelle radicalité » à laquelle devraient tendre les sciences sociales africanistes. Celle-ci se décline en termes d'engagement dans la pratique des sciences sociales africanistes, eu égard aux multiples et complexes batailles que l'Afrique mène dans une globalisation qui lui est, pour le moment, défavorable. La situation chaotique de l'Afrique subsaharienne nous contraint à une réflexion intelligente, lucide et perspicace, si nous voulons apporter des réponses justes aux interrogations angoissantes que les Africains se posent aujourd'hui quant à leur avenir et à leur destin, dans cette crise systémique radicale qu'impose, à tous les peuples, la globalisation capitaliste. La question de fond est celle de savoir comment, pour le siècle post-bipolaire, opposer à « l'invention de l'Afrique » une « invention du monde » par l'Afrique ? La réponse à une telle interrogation suppose une série de ruptures d'avec les avatars de l'africanisme et d'avec toutes les idéologies du dehors et du dedans.

De la rétrospective de grands moments réflexifs de l'africanisme...

Un bref rappel des épistémès qui ont marqué la tradition intellectuelle africaniste permet de voir que les paradigmes usités à cet effet sont allogènes aux pesanteurs historiques et aux différents contextes socioéconomiques traversés par les sociétés africaines. L'analyse de ces différentes énonciations du discours africaniste permet de comprendre toute l'importance accordée aux débats sur la refondation des sciences sociales africanistes, pour que les travaux de recherche sur la situation actuelle de l'Afrique répondent aux exigences d'un repositionnement, de manière à asseoir une meilleure posture du continent dans la géopolitique du contexte mondial actuel. Trois strates historiques déterminent la constitution du champ africaniste des sciences sociales : d'abord la période coloniale, celle de la domination de l'Afrique

par les puissances étrangères, ensuite la période qui coïncide avec les luttes d'émancipation, de libération du continent de la domination occidentale et, enfin, la période post-coloniale marquée par les tentatives de modernisation des sociétés africaines et la mise en pratique d'un vaste projet de développement pour le continent. Toutes ces périodes ont vu la naissance de trois moments épistémiques majeurs dans le champ de l'africanisme qui ont constitué les manières successives d'écrire l'histoire des sociétés africaines, de procéder à une mise en intelligence des registres d'action qui ont marqué leur propre historicité.

Si la période coloniale a été fortement marquée par les recherches anthropologiques des chercheurs comme Griaule, Radcliffe-Brown et Fortes, Evans-Pritchard, Baumann et Westermann et Murdock, la période d'émancipation et celle consécutive à la colonisation, en revanche, ont été respectivement dominées par des études politiques et des recherches axées sur le développement. Durant la période post-coloniale, étape charnière de l'histoire politique et économique de l'Afrique, la nécessité d'interpréter avec rigueur les changements profonds qui affectaient alors toutes les sociétés a nourri une littérature abondante (Balandier 1965) qui s'est beaucoup préoccupée des questions liées aux possibilités et aux conditions de développement dans les sociétés africaines. Face aux problèmes du décollage économique, face à la naissance de nouvelles formes de sociabilité générées par l'influence occidentale sur les sociétés africaines post-coloniales, plusieurs rameaux se sont constitués dans les sciences africanistes. On peut citer l'anthropologie politique, l'anthropologie structurale et, enfin, l'anthropologie économique et/ou la sociologie du développement.

Dans son ouvrage intitulé *La longue marche de la modernité africaine*, Copans (1990) appréhende l'historicité des sociétés africaines depuis leur contact avec le colon comme une dynamique historique qui va de « l'enchaînement colonial à la subversion impériale ». Un diagnostic des épistémès, enchâssés dans ce réel sociopolitique, révèle que cette dynamique est porteuse de courants théoriques qui ont structuré ce que l'on a appelé le champ de l'africanisme. L'examen succinct des théories majeures, qui ont dominé l'évolution de la pensée africaniste, permet de voir les préoccupations d'ordre idéologique qui ont impulsé une certaine orientation à chaque théorie. Cela se comprend, si l'on place le débat de l'époque dans son contexte, celui d'un engagement militant pour faire face à la domination occidentale, y compris ce que l'anthropologue ghanéen Kwesi Prah (1991) appelle « la domination paradigmatique ». En schématisant, nous pouvons réduire ce bilan à trois grands « berceaux paradigmatiques », chacun étant porteur d'une posture dominante.

La première posture débute dans les années 1930. Elle est celle d'une Afrique intellectuelle qui s'est approprié le projet de la réhabilitation culturelle

à partir d'une critique sans complaisance de l'idéologie raciste et coloniale. Elle marque le contexte historique de l'idéologie de l'affirmation de soi, de la réhabilitation des cultures africaines et de la défense de la dignité de l'homme noir. Elle fut essentiellement dominée par la critique sans complaisance de ce que Mudimbe (1973) appelle « la bibliothèque coloniale ». Cette posture a représenté un vaste mouvement intellectuel africain qui s'est réapproprié l'idéologie de la résistance et celle du combat tiers-mondiste. La posture critique a eu comme focale la déconstruction de l'idéologie impérialiste dont la fonction principale était de justifier la supériorité occidentale tout en l'absolvant de sa violence existentielle et épistémologique envers l'Afrique (Bowao 2000). Dans le registre culturaliste, elle s'est cristallisée dans le discours de la négritude « pour affirmer l'existence d'une culture négro-africaine riche et originale niée à l'époque par l'establishment blanc » (Kabou 1992:64). Sur le plan politique et, plus précisément, dans le domaine des sciences sociales, elle a été portée par le paradigme panafricaniste et celui de la dépendance. La caractéristique essentielle de cette tendance dans l'africanisme critique a consisté, pour l'essentiel, selon les propos d'Achille Mbembe, à « développer un imaginaire de la culture et du politique dans lequel la manipulation de la théorie de l'autonomie, de la résistance et de l'émancipation sert de critère unique du discours africain » (Mbembe 2000:5).

La seconde posture est celle de la reconstruction inachevée, le temps des introspections. Cette posture marque ce que Poncelet (2008) appelle « l'effondrement du référent imaginaire du tiers-mondisme » qui a donné naissance à plusieurs mouvements de réflexion. Elle amorce, selon Axelle Kabou, une rupture radicale avec le *paradigme du joug colonial* où l'Afrique était projetée comme une victime de l'histoire. Elle mobilise

une génération de chercheurs qui entendent non seulement instaurer une tradition autocritique et d'analyse critique, mais aussi œuvrer à la réappropriation de l'intégralité de l'histoire de l'Afrique par les Africains, afin d'identifier des faiblesses structurelles et conceptuelles probablement vieilles de plusieurs siècles et d'y remédier (Kabou 1992:66).

C'est une situation de morosité généralisée pour l'ensemble de la partie de l'Afrique subsaharienne qui a fini par mettre à nu les défaillances des régimes monopartisans de la période post-coloniale. La posture de l'introspection a favorisé, au demeurant, l'émergence d'une littérature essentiellement critique vis-à-vis de la modernisation. C'est un processus de relecture critique de l'histoire post-coloniale qui a dominé une bonne partie de la littérature, où des travaux ont montré que l'échec du développement et celui de la modernisation en Afrique étaient bien plus compliqués que ne l'avaient laissé entendre les théories diversement dépendantistes. À travers ce regard critique, c'est

l'Afrique dite officielle, c'est-à-dire le versant occidentalisé de l'Afrique, qui sera désignée comme étant en faillite. Il s'agit de cette Afrique de l'État post-colonial légué par le colonisateur, « avec son cortège d'institutions politiques, administratives, juridiques, une greffe qui, sans être totalement rejetée, est très loin d'avoir porté les fruits attendus » (Latouche 1998:15).

Sous un tout autre registre, une variante plus intéressante se dégage de cette posture introspective de l'école néo-culturaliste. C'est un mouvement réflexif qui prend forme et rencontre au bout une question le plus souvent éludée. Il s'agit de la refondation de l'Afrique à partir des ruptures épistémologiques qui travaillent à revendiquer un champ réflexif africaniste capable de rendre pleinement compte et, surtout, de valoriser des héritages historiques africains où la variable culturelle occupe une place de choix. En nette rupture avec la mise en évidence de l'incapacité des cultures africaines à assumer leurs rapports au développement, elle s'est placée dans une perspective épistémologique de reconstruction des savoirs sur l'Afrique, à partir des ruptures salutaires qui mettent l'accent sur les choix méthodologiques et sur la redéfinition de l'objet africain dans le cadre des sciences sociales. Les théoriciens de ce second versant du travail d'introspection revendiquent, à l'image de Cheikh Anta Diop, l'émergence d'un espace théorique de construction du savoir en Afrique qui soit seul habilité à parler de l'Afrique et des Africains. Cette version constitue ce que nous appelons la troisième posture de l'africanisme. Elle plaide pour une prise en charge, en toute responsabilité, de notre destin historique. Elle revendique un discours scientifique engagé et construit ses grilles d'analyse loin des carcans polémiques. Ce qui revient à procéder, comme l'a suggéré Cheikh Anta Diop (1979), à un renversement de la métaphysique historique par « une herméneutique des fondements » qui s'inscrit dans le sens de la revendication d'une appropriation par les Africains eux-mêmes du champ des recherches africanistes. Les travaux des chercheurs tels que Cheikh Anta Diop, Théophile Obenga, Archie Mafeje, Samir Amin, Claude Ake, Paulin Hountondji, Mahmood Mamdani, Achille Mbembé, Souleymane Bachir Diagne, Mamadou Diouf, Jean-Marc Éla, Valentin Mudimbe, etc. en sont des exemples édifiants. Ces auteurs délocalisent le champ de l'africanisme, le libère de l'encastrement idéologique, en s'investissant à faire éclore un discours scientifique africain qui soit le produit de l'éclairage scientifique des nouvelles rationalités africaines, les nouvelles logiques sociales à l'œuvre dans une Afrique qui bouge et qui aspire à avoir son propre lieu archéologique.

L'on ne saurait confiner certes l'héritage théorique de la recherche africaniste dans ces postures, mais celles-ci sont assez représentatives pour révéler le socle épistémologique sur lequel se sont édifiés les paradigmes qui ont meublé l'essentiel du champ de la recherche africaniste, dans le domaine des sciences sociales. En les revisitant, nous visons à mettre en relief l'hypothèse de

l'impérativité d'une refondation des recherches en sciences sociales africaines, de manière à ce que les nouveaux travaux sur l'Afrique dans ce siècle de la mondialisation et des ruptures profondes fassent éclairage sur le sens des mutations en cours et édifient sur les logiques d'émancipations que laissent éclore les acteurs d'une Afrique qui cherche sa place.

... Aux exigences d'une innovation paradigmatique

La reconceptualisation efficiente des phénomènes sociaux en Afrique, fortement affectés par des mutations profondes, passe par une réévaluation critique des concepts, des cadres d'analyse et des outils méthodologiques jusqu'ici utilisés, et, surtout, par une prise en compte des dynamiques sociétales en cours dans le contexte spécifique de la mondialisation. Il faut une « nouvelle radicalité » à laquelle devraient tendre les sciences sociales africaines pour asseoir ce que Kamto (1993) appelle « une culture de l'intellectualité ». Celle-ci se décline en termes d'engagement critique dans la pratique des sciences sociales africanistes au regard des multiples et complexes batailles que l'Afrique mène dans une globalisation qui lui est, pour le moment, défavorable. Si « le domaine des sciences sociales n'est pas détaché d'un système de valeurs socioculturelles » (Éla 1994:123), on mesure toute l'ampleur des responsabilités qui incombent aux chercheurs africains à baliser les chemins de la re-génération pour le continent africain.

Si l'on sait que le combat contre la domination paradigmatique est loin d'être gagné par les intellectuels du continent, malgré quelques avancées significatives avec des figures de renom, la bataille pour la refondation de l'ordre épistémologique positiviste occidental demeure toujours une exigence majeure à laquelle est confronté l'agenda épistémologique du continent. *Dans l'autre face du royaume*, Mudimbe (1973) revient sur les enjeux de cette exigence épistémologique par le comment d'un discours sur l'Afrique et les Africains dont la vocation serait non seulement la simple mise en évidence des espaces archéologiques que constitue la spécificité de l'objet africain, mais qui opérerait pour une finalité productrice de pratique politique pour le salut du continent. « Comment les Africains pourraient-ils entreprendre chez eux un discours théorique qui soit producteur de pratique politique ? », se demande-t-il. En donnant au politique son sens grec, c'est-à-dire la gestion de la cité, la problématique de l'applicabilité d'une philosophie de la praxis aux sciences sociales africaines trouve toute sa pertinence, au regard des grands défis de la globalisation auxquels le continent africain est aujourd'hui confronté. Les situations de crises multiformes et complexes qui assaillent le continent africain militent pour une refondation des sciences sociales en vue de réaliser les ruptures susceptibles d'asseoir des angles d'attaque en phase avec les enjeux du moment, c'est-à-dire intégrer dans le discours africaniste les exigences de la connaissance et les impératifs de la praxis.

Un travail de déconstruction et de reconstruction s'impose dans l'espace discursif des sciences sociales africaines. Depuis les années 1970, le penseur congolais Valentin Mudimbe a voulu mettre à nu l'extraversion conceptuelle et paradigmatique des sciences sociales africaines, en insistant sur le débat concernant la crise de l'humanité africaine et le rôle du discours des sciences sociales en Afrique. Il avait très tôt compris que l'insertion de l'africanisme dans l'espace discursif de l'Occident avait fait que les savoirs produits sur l'Afrique étaient fortement marqués par des schèmes de problématisation et des cadres analytiques très éloignés des réalités africaines. L'engluement du discours africaniste dans l'ordre épistémologique occidentaliste a eu comme conséquence une certaine déformation dans la présentation des réalités sociales africaines. C'est pour cette raison que l'historiographie africaine, à travers les siècles, a été qualifiée par Mudimbe (1994) de « bibliothèque coloniale ». L'indigence imputable à cet ordre épistémologique occidentaliste se situe dans cette optique de vouloir rendre universalisable tout le savoir produit à travers les différentes épistémèes occidentales. Elle impose ses canons, ses paradigmes, ses concepts et occulte, en quelque sorte, la spécificité des terrains et la particularité des réels étudiés. Une bonne partie des études post-coloniales s'est inscrite, pour l'essentiel, dans ce refus de considérer comme référentiels les fondements épistémologiques qui ont sous-tendu les constructions théoriques produites dans l'enclave de cette bibliothèque coloniale.

La critique de Mudimbe, et par-delà tout l'héritage théorique critique du discours post-colonial, s'inscrit dans le sillage de l'épistémologie postmoderniste qui, en se fondant sur une réalité du social discontinue, fragmentée, soutient l'idée d'une pluralité de schèmes d'intelligibilité dans l'étude des réalités sociales. L'africanisme doit, en s'inspirant de ce principe de mise en évidence de la pluralité des schémas d'analyse, dans la formulation des significations des phénomènes sociaux, aller au-delà de la critique postmoderniste qui dérive de la critique nihiliste de la seconde modernité. La question fondamentale qui se pose à la décolonisation et à la refondation des sciences sociales africaines est « comment sortir de la bibliothèque coloniale » pour établir un corpus analytique qui participe au réarmement de l'homme africain. La déconstruction des traditions réflexives coloniales et post-coloniales, produites sur l'Afrique et les Africains, n'a de signification que si celle-ci s'accompagne d'un travail de reconstruction d'un foyer épistémologique porteur et producteur de sciences sociales qui, au-delà de l'éclairage des problèmes du continent, ouvrent des perspectives dans la dialectique de résolution des problèmes pour les citoyens africains. Pour cela, l'africanisme doit s'évertuer à rendre effectives quelques exigences : la réévaluation critique et la réappropriation des études africanistes, la décolonisation des sciences sociales africaines, le défi de l'innovation théorique, l'option de rendre opératoire les théories africanistes, l'engagement dans la pratique des sciences sociales africaines.

Réévaluation et réappropriation critique positive d'une tradition réflexive

On peut donner deux acceptions à la notion de critique. Il y a, d'une part, une conception de la critique au sens kantien qui s'attaque à l'examen évaluatif des catégories et des formes de connaissance, afin d'en déterminer la validité et la valeur cognitive, d'autre part, une conception marxiste s'impose, qui s'oriente vers l'analyse contextuelle de tout discours. Elle se situe dans la problématique de la sociologie des connaissances qui enracine les savoirs de leurs lieux archéologiques, tout en se donnant pour tâche d'en déterminer les soubassements idéologiques qui les sous-tendent. La première est une critique interne aux procédés constitutifs des catégories et des formes de discours, la seconde se situe dans les conditions de construction des connaissances et l'impact des déterminants qui en constituent leurs cadres contextuels et détermineraient, en partie, le sens et les logiques sous-jacentes qui les président.

La critique africaniste doit s'inspirer des ces deux formes de traditions critiques, en alliant la critique épistémologique et la critique sociologique, en questionnant, de manière résolue, constante et active, la production théorique sur les sociétés africaines et les formes d'historicité qui structurent celles-ci. C'est ainsi qu'elle pourrait inscrire la production du savoir sur l'Afrique dans la thématique foucauldienne qui renseigne, à la lumière du concept d'épistémè, qu'il n'est pas une grille d'approche sur le social qui serait transcendante, mais plutôt produite dans le cadre d'une détermination historique empirique qu'on ne saurait détacher du champ social et politique au regard duquel elle fonde ses critères de validité. En s'attaquant à la question de la rénovation des sciences sociales, la critique africaniste doit certes s'orienter vers une réappropriation critique des méthodologies de recherche, des paradigmes, des concepts, mais surtout, elle doit veiller sur la portée des travaux sur l'Afrique dans le sens de la résolution des multiples difficultés du continent liées aux défis des exigences de la mondialisation.

Deux postures ont longtemps dominé les recherches dans les sciences sociales africaines : la première est passéiste ou « archéologique » selon le mot d'Éla (1994), la seconde est dynamique. La première s'inscrit dans la tradition réflexive de l'africanisme de l'époque coloniale. Elle se consacre, à l'image de « l'école de Griaule », à l'étude des caractéristiques culturelles, des structures sociales, des institutions, des formes symboliques, des croyances religieuses et mythiques, des systèmes de parenté, des formes de sociabilité. Les études afférentes à ces thématiques ont un dénominateur commun, celui de se focaliser sur l'immobilisme des sociétés africaines. Cette posture est dominée par ce qu'Assogba appelle le paradigme statique (1998). La seconde cherche à appréhender, au-delà des déterminants socioculturels qui ont résisté aux influences exogènes, les multiples changements que des acteurs ont déclinés à travers les différents domaines de vie collective, à l'échelle du continent dans sa

diversité sociologique. Elle se focalise sur les mutations qui se construisent en Afrique, en essayant de « penser l'Afrique contemporaine dans son formidable potentiel de subversion, dans sa créativité culturelle débordante et dans sa délinquance populaire » (Biaya et Bibeau 1998:7).

C'est dans ce second regard d'une approche dynamique qu'il faut désormais inscrire les recherches en Afrique. Les sociétés africaines sont aujourd'hui confrontées à des mutations profondes, spécifiques qui engagent la réflexion, dans le domaine des sciences sociales, à affiner des grilles d'approche en phase avec les dynamiques en cours. Ces transformations peuvent être repérées dans une urbanisation poussée, dans les dynamiques locales de développement, dans le champ de l'éducation et de la formation, dans l'irruption des démocraties au cœur des États monopartisans, dans les médias de communication des nouvelles technologies de l'information, dans l'irruption d'une jeunesse en quête d'idéal et de reconstruction du vécu, dans l'économie informelle, dans la confrontation de multiples cultures autonomes qui se rencontrent dans l'espace urbain africain, etc. Tous ces processus, qui restructurent la quotidienneté des Africains, sont des vecteurs qui plaident pour l'émergence de schémas analytiques prenant en compte la dialectique complexe du rapport entre les spécificités africaines et la dynamique impulsée par la mondialisation. L'examen des situations en Afrique ne peut plus occulter l'avenir du continent qui se construit désormais dans son rapport avec la mondialisation et ses exigences. Il faut le dire, la mondialisation brasse, de manière incontournable et irréversible, les sociétés et les cultures africaines, et même les structures familiales, sociales et institutionnelles. Et c'est de là qu'il faut partir pour « comprendre l'avenir de nos problèmes, et nos problèmes dans l'avenir ». L'africanisme doit se prononcer sur le sens et les réalités contemporaines, en acceptant de situer

ses pratiques et ses options dans une logique de remise en question soutenue de ses vues et méthodes, et surtout d'interpellation constante de la raison « scientifique » pour une prise en compte de la pluralité de nos sociétés modernes, en permanentes (re)compositions et mutations, ainsi que des enjeux toniques à partir desquels se tissent dans la vie banale de tous les jours l'ensemble de nos sociétés (Engomo 2001:16).

Aujourd'hui, on assiste au délaissement progressif d'une lecture manichéenne fondée sur une opposition système moderne – système traditionnel. L'Afrique se donne à penser sous le mode de la complexité, avec de nouveaux champs sociaux, dont la mise en élucidation suppose « une prise de conscience internalisée par rapport à une modernité différente d'une modernisation importée et se fait partielle et désarticulée » (David 1992:93). Une telle évidence devrait amener les chercheurs africanistes à repenser non seulement les rapports des modèles d'analyse avec les spécificités sociologiques, politiques et économiques des sociétés africaines, mais surtout à contribuer à une

entreprise de reconstruction et de promotion de l'Afrique, par un engagement positif dans un monde globalisé où chaque groupe de nations cherche à se faire accepter comme acteur et concepteur de cette nouvelle unité systémique du monde.

L'engagement intellectuel dans la pratique des sciences sociales africaines

Les sciences sociales, par souci de scientificité, prétendent souvent avoir acquis une neutralité et se démarquent de l'engagement. Un regard sur la tradition critique des sciences sociales occidentales relativise une telle conception. L'on se rappelle les positions de Comte et Durkheim sur le rôle de la sociologie. L'esprit positif qui a prévalu dans l'engendrement de la sociologie cautionnait l'engagement de cette discipline à faire sortir, comme l'a suggéré Auguste Comte, « les grandes notions sociales » d'un état flottant et contradictoire afin de « délivrer les sociétés de cette fatale tendance à une imminente dissolution et la conduire directement à une organisation nouvelle » (Comte 1975:15). Le projet positiviste était inséparable, dans l'optique de Comte et de Durkheim, d'une vision praxique de la connaissance du social. Les sciences sociales ont porté, dès leur émergence dans le contexte occidental, l'impératif du projet utilitariste inhérent à toute intention cognitive destinée, en dépit de la pétition de principe d'une neutralité déclarée, à satisfaire les besoins humains. Dans le contexte américain par exemple, l'option utilitariste et productiviste est plus affichée. La sociologie américaine s'est trop préoccupée par exemple de l'intégration des immigrés et du problème noir aux USA. Elle s'est intéressée aux contours de la gestion de la cohabitation et des conflits entre communautés. La conclusion à laquelle ont abouti les recherches sur cette question a consisté à dire que le respect de la citoyenneté et le maintien des particularismes peuvent favoriser l'assimilation des communautés et leur pleine participation à la vie et aux valeurs universelles de la démocratie.

La conséquence que nous tirons de ce bref rappel de la dimension praxique des sciences sociales, c'est que le praticien des sciences sociales, en dépit des exigences relatives à l'objectivité et à la scientificité des productions, ne saurait faire fi des formes d'historicité auxquelles il est imbriqué. L'ancrage à des formes d'historicité ne définit pas l'absence de scientificité, mais révèle une prise en compte du fait que les disciplines des sciences sociales ont la spécificité de se construire au cœur d'une « tension entre un pôle expérimental et un pôle historique ». L'engagement des sciences sociales africaines, dans les multiples et complexes batailles que l'Afrique mène dans une globalisation qui lui est défavorable, est plus qu'une exigence. C'est la raison d'être même de ces sciences. L'académisme tant vanté, au nom d'une raison scientifique universelle, ne doit pas détourner le chercheur africain à s'orienter vers une production de la science en Afrique qui s'insère dans le combat pour un projet

social dont l'ambition est de donner à ce continent un lieu et une place dans le nouveau façonnage d'une histoire universelle où chaque acteur affirme son habitus. Le chercheur africain doit établir un rapport avec la connaissance du social qui suppose l'exigence d'une utilité pratique de ses productions scientifiques pour les sujets africains, engagés dans les combats de toutes sortes et faisant face à des défis multiformes d'une complexité inédite. Il nous faut rompre avec l'académisme au profit d'un savoir aux incidences bénéfiques pour la société, pour la construction d'une Afrique réconciliée avec ses valeurs cardinales et ouverte à cette mondialité aux allures totalitaires. C'est à ce titre que les sciences sociales africaines se mettraient au service du continent et participeraient à sa véritable refondation. Cette visée passe par la ré-affirmation de la primauté de la question et du paradigme du développement, à l'ordre du jour du discours social et de l'engagement intellectuel, toute chose qui soit un impératif pour que l'Afrique puisse compter parmi les nations et sortir du statut d'objet pour devenir sujet de l'histoire.

Le credo de l'engagement vise à montrer que la recherche en sciences sociales ne devrait pas s'exercer dans une pseudo-neutralité, au point de sacrifier leur engagement sur le projet de réformes sociales, politiques, économiques, scientifiques et culturelles qu'exige la situation actuelle de l'Afrique dans la mondialisation en cours (Ly 1989). Dans la constitution d'un savoir scientifique en Afrique, il ne faudrait pas que les théories élaborées occultent les réalités vécues et l'esprit d'engagement des chercheurs africanistes à trouver des solutions à ces difficultés. Les sciences sociales africaines ne doivent pas s'enfermer dans une neutralité piégée. Dans la perspective de libérer la créativité scientifique à laquelle s'inscrit cette nouvelle radicalité suggérée, les recherches africanistes ne peuvent se limiter à la seule restitution du sens des crises et des conflits en Afrique, encore moins se laisser enfermer dans le rappel des blessures subies par l'Afrique. Elles devraient aider à prendre conscience de nos déficiences, nous éclairer sur les voies et moyens les plus indiqués pour sortir l'Afrique du sous-développement. Elles doivent participer à l'émergence d'un leadership africain, pour faire de notre continent un pôle qui participe à la marche du monde et y impulse sa propre vision. La rupture suppose une refondation de l'ordre épistémologique positiviste occidentaliste pour asseoir un espace épistémique africaniste destiné à investir théoriquement la question de l'avenir de notre continent et de son développement économique et social. Sous ce rapport, les sciences sociales africanistes ne doivent pas se placer en dehors du combat politique et économique que mènent les populations d'Afrique. Une telle exigence suppose une série de ruptures d'avec les travers de l'africanisme et de toutes les idéologies du dehors et du dedans. La réalisation d'un tel objectif s'inscrit dans le projet épistémologique de Jean-Marc Éla (1998), c'est-à-dire contribuer à faire éclore ces « voies capables de réinstaller l'Afrique au cœur des débats scientifiques de notre temps ».

L'Afrique dans la mondialisation : conjecture sur le futur de l'Afrique

Dans le continent africain, des acquis ont été réalisés sur le plan des conquêtes politiques, mais les résultats en matière de développement économique et social restent, malgré la spécificité des trajectoires de chaque pays, en deçà des attentes. Globalement, l'Afrique n'a pas véritablement été maîtresse de son destin. Elle a aujourd'hui un rôle marginal dans le processus de mondialisation qu'elle subit davantage plutôt qu'elle ne l'influence. C'est pour cette raison que le géographe Yves Lacoste décrète, de manière péremptoire, « l'Afrique est le désastre du Tiers monde ». Sans vouloir nous inscrire dans le registre analytique de l'afro-pessimisme, nous reconnaissons que l'Afrique est entrée dans le XXIe siècle avec un retard considérable. Elle n'a pas, jusqu'ici, réglé les problèmes essentiels, notamment les problèmes de pauvreté, d'urbanisation rapide et de gouvernance, de récession économique, de conflictualité, d'intégration régionale, d'analphabétisme, de démocratisation de ses espaces politiques, d'insécurité alimentaire, etc. La question de fond est de savoir comment, pour le siècle post-bipolaire, opposer à « l'invention de l'Afrique » une « invention du monde » par l'Afrique. L'argumentaire qui sous-tend notre propos s'inscrit dans cette interrogation majeure qui s'affirme, selon la belle expression du professeur Lalèyè, comme un « pensable qui attend ses penseurs » (1982).

Certes, toutes les sociétés sont aujourd'hui en crise, si l'on entend par crise « les situations dans lesquelles les attentes de la majorité ne peuvent être satisfaites par la logique du fonctionnement du système » (Amin 1995:13). Mais, de toutes les sociétés modernes, celles de l'Afrique semblent être les plus frappées par cette crise du fait des facteurs multiples d'une globalisation faite pour les puissances économiques. Si la mondialisation a imposé aux sociétés du monde une interdépendance, les inégalités de pouvoir qui la régissent laissent peu de possibilités à l'Afrique. Le continent africain est désarmé dans une globalisation génératrice de déséquilibres, d'asymétries et d'inégalités où il dispose de peu de moyens pour infléchir positivement le cours des choses du fait de sa place marginale dans la hiérarchie économique du capitalisme mondialisé. Mais, en dépit de sa situation fragile, le continent africain connaît des mutations profondes qui déclinent des perspectives audacieuses porteuses de souffle et d'avenir. Dans une Afrique en difficulté, confrontée aux défis multiples et complexes, tout n'est pas morose : il y a, à côté de cette Afrique en crise, une Afrique qui se construit dans l'espoir, en dépit des zones d'ombre. Cette Afrique de l'espoir est une Afrique qui s'invente elle dessine une configuration nouvelle avec des acteurs populaires qui conjuguent leur destin, malgré les difficultés énormes, malgré les multiples obstacles dus au retard du continent et à une globalisation défavorable. Cette Afrique en construction trace un avenir inédit dans l'évolution sociale et historique des sociétés humaines dont la marque est l'éclosion d'une forme de modernité.

Celle-ci se réalise en dehors des schémas du paradigme développementaliste imposé par une vision occidentaliste du progrès, qui se cristallise dans un regard historiquement constitué au prisme des mutations opérées dans les sociétés occidentales, durant les trois siècles écoulés.

L'Afrique change en réalité plus qu'elle ne se développe, telle est la cause explicative de ces reconfigurations spécifiques et complexes de ses propres espaces sociaux. La modernité africaine se situe dans cette dynamique de changements dans les rapports sociaux, dans la conception politique, dans la réappropriation des sciences et des nouvelles technologies, dans la révolution des mentalités et des alternatives générationnelles, dans les nouvelles formes de sociabilité et d'insertion sociale des acteurs individuels et collectifs, dans les formes d'urbanisation inédites, dans les processus d'individualisation, dans les différentes formes de stratégies de survie qui reconfigurent la base socioculturelle des sociétés africaines sans que tout cela ne soit accompagné d'un réel processus de développement économique. Ces phénomènes sociaux, en Afrique, sont autant de modes de déclinaison de nouvelles trajectoires, de nouvelles logiques sociétales adossées à la nouvelle marque historique d'une modernisation où se dessinent des stratégies de résistances et de réappropriation par des dynamiques de préservation des subjectivités culturelles affectives. Ces nouvelles dynamiques doivent constituer le creuset des ruptures auxquelles l'Afrique devrait s'atteler, pour corriger le paradoxe qui consiste à subir une pauvreté endémique dans des pays qui regorgent pourtant d'importantes richesses naturelles. Elles doivent constituer les ressorts du développement africain, au prisme desquels se construisent les choix politiques et économiques du continent. Il revient aux sciences d'en assurer l'éclairage et de participer à baliser les stratégies efficaces, à cet effet.

L'impérativité d'une refondation des démarches, des stratégies et des options ne se pose pas en termes de choix figé, elle suppose l'esprit d'engagement et, surtout, la volonté ferme de la part des Africains de contribuer, par eux-mêmes et pour eux-mêmes, à l'amélioration de leur propre destin. Les sciences sociales africaines ont un rôle important à jouer, en acceptant d'être au service de l'Afrique dans la double bataille du développement et de celle d'être un sujet historique dans l'aventure de la mondialisation.

Conclusion

L'engagement des sciences sociales africaines, dans les multiples et complexes batailles que l'Afrique mène dans une globalisation qui lui est défavorable, est plus qu'une exigence. C'est la raison d'être de ces sciences qui doivent pleinement jouer leur rôle de creuset pour fournir non seulement un éclairage sur les situations-problèmes des sociétés africaines, mais d'en fournir les balises pour leur résolution. Si les Africains sont interpellés à assumer des ruptures profondes, la première est d'ordre épistémique. Elle doit s'inscrire

dans une culture de l'intellectualité dont la fonction première est une critique sans complaisance de notre rapport aux autres et de notre rapport au développement. Dans cette logique, les sciences sociales participent à sortir l'Afrique d'un paradoxe qui rappelle celui du village de Kirène. Réputé d'avoir le meilleur gisement phréatique du Sénégal en sus d'une usine de production d'eau minérale naturelle, le village de Kirène a, pour autant, soif d'eau potable. Le sort de l'Afrique est identique à ce paradoxe : ce continent subit une pauvreté endémique dans des pays qui regorgent pourtant de richesses naturelles énormes, inestimables. Les sciences sociales doivent avoir l'ambition de contribuer à participer à une solution de ce paradoxe en jouant leur partition dans la refondation des modèles existentiels tout court, pour ne pas dire des modèles de développement. Pour cela, la nouvelle radicalité dont il sera question dans le champ des sciences sociales, c'est une radicalité porteuse de changements et d'espoir : celle d'une réflexion critique toujours en acte qui joue le rôle de catalyseur des forces vives de l'Afrique engagées dans l'aventure du progrès et de la libération du continent.

Sous ce rapport, les sciences sociales doivent contribuer à baliser la voie, à montrer que l'avenir de l'Afrique ne se dessine pas, contrairement au schéma de Jean Christophe Ruffin, par une réinvention de l'Afrique au travers du moule politico-idéologique occidental, mais par une réappropriation des Africains des potentialités offertes au prisme des réalités et des valeurs des sociétés africaines. Il nous faut, à cet effet, inventer notre voie dont il revient aux sciences d'en dessiner les contours, d'analyser de manière critique notre lente et difficile marche vers la dignité et le progrès, de manière à inventer les voies de solutions. Ce n'est qu'à ce prix que les sciences auront pleinement joué leur rôle dans une époque charnière où le continent africain est, plus que tout autre espace social, confronté à l'équation du processus de la mondialisation et au problème de la multiplicité des temps et rationalités locaux qui y sont insérés. Cette exigence tient au fait que pendant longtemps on a connu dans la recherche africaniste un processus de formalisation où la pensée sur les problèmes sociaux et sur le développement en Afrique a perdu tout le sens critique et prospectif. Le moment est venu de rectifier le tir dans ce siècle de la mondialisation et de la multipolarité.

Références

- Ake, C., 2003, « Sciences sociales et développement », *Afrique et Développement*, Vol. N°4, pp. 35-45.
- Amin, S., 1995, « Mondialisation et particularisme. Les conditions d'une relance du développement », dans *Cifedhop*, N°3, pp. 9-31.
- Assogba, Y., 1998, « Trajectoires et dynamiques de la sociologie générale d'Afrique noire de langue française », *Cahiers de Recherche en Développement Communautaire*, Série recherches N° 7, pp. 33-48.

- Balandier, G., 1965a, « Les études et recherches africanistes », *Revue de l'enseignement supérieur*, N°3, pp. 51-57.
- Bernault, F., 2001, « L'Afrique et la modernité des sciences sociales », *Revue d'Histoire*, N°70, pp. 127-138.
- Biaya, T., et Bibeau G., 1998, « Présentation Modernités indociles et pratiques subversives en Afrique contemporaine », in *Anthropologie et sociétés*, Vol. 22, N°1, pp. 5-13.
- Bourdieu, P., 1998, *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Liber Raisons d'agir.
- Bowao, C., 2000, *La mondialité ? Une prospective du sens historique*, Dakar, CODESRIA.
- Comte, A., 1995, *Cours de philosophie positive*, Tome, Paris, Herman.
- Copans, J., 1990, *La longue marche de la modernité africaine*, Paris, Karthala.
- Copans, J., 2000, « Pour une histoire et une sociologie des études africaines », *Cahiers d'études africaines*, Vol. XI, N°43, pp. 422-447.
- David, D., 1992, « Mimétisme et regard internalisé : l'autonomie du politique en Afrique », dans *Le Courrier. Afrique Caraïbes Pacifique-Union européenne*, N° 134, juillet-août, pp. 31-40.
- Diop, C.A., 1963, « Sociologie africaine et méthodes de recherche », *Présence Africaine. Revue Culturelle du monde noir*, N° 48, pp. 180-181.
- Diop, C. A., 1979, *Nations nègres et culture. De l'antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire d'aujourd'hui*, Paris, Présence africaine.
- Diouf, M., 1993, « Des historiens et des histoires, pourquoi faire ? Historiographie africaine entre l'État et les communautés », *Revue africaine de sociologie*, 3/2, pp. 99-128.
- Dussouy, G., 2009, *Les théories de la mondialité*, Paris, L'Harmattan.
- Éla, J.M., 1994, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines. Promouvoir les sciences sociales en Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- Éla, J.M., 1998, « Les sciences sociales à l'épreuve de la mondialisation : les enjeux épistémologiques de la mondialisation », 9^e Assemblée Générale du CODESRIA, Dakar, 14-18 décembre.
- Engono, J.N., 2001, *Cent ans de sociologie Du positivisme « dogmatique » à une approche intégrée du social*, Yaoundé, Presses universitaires de Yaoundé.
- Freire, P., 1982, *Education for critical consciousness*, Monthly Review Press continuuù, New-York.
- Kabou, A., 1992, « Quand les Africains critiquent l'Afrique », *Le Courrier. Afrique Caraïbes Pacifique-Union européenne*, N° 134, juillet-août.
- Kamko, M., 1993, *L'urgence de la pensée - Réflexions sur une pré-condition du développement en Afrique*, Yaoundé, Ed. Mandara.
- Latouche, S., 1998, *L'autre Afrique*, Paris, Albin Michel.
- Prah, K., « L'anthropologie en Afrique : passé présent et visions nouvelles », dans *Bulletin du CODESRIA*, N° 3, 1991, pp.10-14.
- Lacoste, Y., 2003, « Tragédies africaines », dans *Hérodote*, N° 111, pp. 1-3.
- Laïyê, I.P., 1982, « La philosophie, l'Afrique et les philosophes : triple malentendu ou possibilité d'une collaboration féconde », in *Revue présence africaine*, N° 123, pp.42-62.

- Ly, B., 1983, *Problèmes épistémologiques et méthodologiques des sciences sociales*, Dakar, UNESCO-CODESRIA.
- Mafeje, A., 2000, « L'africanité une ontologie de combat », dans *Bulletin du CODESRIA*, N° ?, pp.3-7.
- Mbembe, A., « Propos des écritures africaines de soi », dans *Bulletin du CODESRIA*, N° 1, 2000, pp 4-19.
- Mudimbe, V., 1973, *Dans l'autre face du royaume*, Lausanne, L'âge d'homme.
- Mudimbe, V., 1989, *L'odeur du père. Essai sur les limites de la science et de la vie en Afrique noire*, Paris, Présence Africaine.
- Poncelet, M., « Colonisation, développement et sciences sociales. Éléments pour une sociologie de la constitution du champ des « arts et sciences du développement » dans les sciences sociales francophones belges », *Bulletin de l'APAD* (<http://apad.revues.org/2503>), 6 juin 2011.